

tion supplémentaire à poser. Le ministre n'a pas répondu à la deuxième partie de ma question. Le ministre a-t-il l'intention d'imposer une limite quotidienne aux prises des pêcheurs sportifs?

**L'hon. M. Davis:** Monsieur l'Orateur, il y a une limite au nombre de poissons qu'un pêcheur peut prendre en un seul jour. C'est la seule limite qu'on leur impose et, en fait, la seule que nous comptons imposer cette année.

**M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni):** J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre y a peut-être répondu en partie. Étant donné la situation, telle qu'il l'a décrite, de la remonte du saumon coho, envisage-t-il de réduire la quantité que les pêcheurs sportifs sont autorisés à prendre chaque jour?

**L'hon. M. Davis:** Pas en ce moment, monsieur l'Orateur.

#### LES BANCs DU LARGE—LES CONTRÔLES POUR LA CONSERVATION—LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais, moi aussi, adresser une question au ministre des Pêches et des Forêts. Étant donné la déclaration faite par M. Roy Jackson à la réunion de l'OAA, à Halifax, suivant laquelle il serait urgent de faire des études globales préluant à une forme quelconque de gestion internationale de la pêche hauturière, le ministre peut-il nous dire si l'idée de réunir une conférence internationale où l'on pourrait discuter des contrôles à imposer pour conserver nos bancs, au large, a fait des progrès?

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts):** Monsieur l'Orateur, grâce aux efforts de la Commission internationale des pêches de l'Atlantique Nord, on est sur le point d'établir des quotas généraux pour la pêche des diverses espèces de l'Atlantique Nord. Nous espérons qu'ils pourront être appliqués dans quelques années.

#### LA CONSERVATION DES PHOQUES

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Monsieur l'Orateur, le ministre est-il prêt à communiquer à la Chambre les résultats des entretiens qui ont eu lieu à CIPAN au sujet de la conservation des phoques au large du Front du Labrador?

[M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles).]

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts):** Monsieur l'Orateur, nous avons eu des entretiens à cet égard. Les principales innovations pour 1970 dépendront de nous à la suite de nos entretiens avec les Norvégiens.

#### LES FINANCES

##### LES PRÊTS BANCAIRES—LE CRÉDIT DES PETITES ENTREPRISES—LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

**L'hon. Hugh John Flemming (Carleton-Charlotte):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il a dit dernièrement que l'on accorderait la priorité aux régions moins développées et aux petites entreprises en matière de prêts. Peut-il nous dire quel accord ou arrangement a été conclu pour garantir aux petites entreprises la possibilité d'obtenir sur-le-champ et en quantité suffisante du crédit? En outre, peut-il nous dire dans quelle mesure ces arrangements ont été fructueux?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, j'ai présenté cette instance aux banques, par l'entremise du gouverneur de la Banque du Canada et, sauf erreur, c'est la politique qu'elles suivent actuellement.

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** J'ai une question complémentaire à poser, monsieur l'Orateur. Le ministre examinerait-il la question qui a été soulevée dans certaines régions en dehors de nos grandes villes: l'industrie de la construction domiciliaire se ressent de l'absence de financement provisoire par les banques?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, c'est une question intéressante qui ne m'a pas été signalée. Bien entendu, je me renseignerai. Il est vrai que les restrictions imposées au régime monétaire au Canada, afin de lutter contre l'inflation, empêcheront certaines personnes d'obtenir tout l'argent qu'elles voudraient.

[Plus tard]

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, une autre question au sujet de la réponse du ministre au député de Carleton-Charlotte. Le ministre serait-il disposé, non seulement à nous livrer ses impressions générales, mais à faire une déclaration à la Chambre à l'appel des motions, si la session se poursuit, ou à déposer un rapport à ce sujet, afin que nous sachions dans quelle mesure les banques ont pris part au programme?

**L'hon. M. Benson:** Monsieur l'Orateur, je discuterai volontiers de la chose avec le gouverneur de la Banque du Canada.